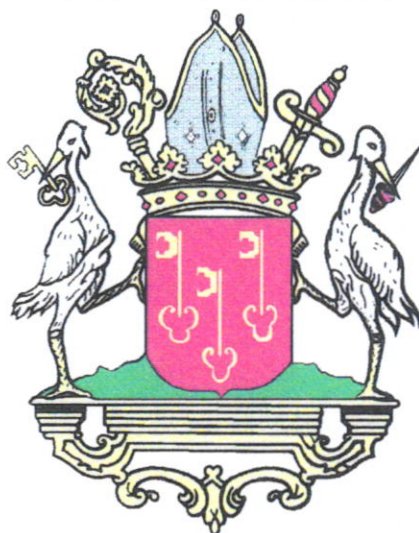


# VILLE DE HARNES



**SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL**

**du 28 JANVIER 2015 – Salle du Conseil municipal – 19 heures**

**(rapport préparatoire)**

# VILLE DE HARNES



SEANCE ORDINAIRE DE L'ONSRU MUNICIPAL

du 28 JANVIER 2014 - Salle du Conseil municipal - 19 heures

rapport de gestion

# ORDRE DU JOUR

1. ELECTION D'UN ADJOINT

2. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

3. DTR 2018

3.1. SYNDICAT DE COMMUNES DE LA REGION DE L'ARCHEVALE

3.2. AMPLIATION DE LA ZONE D'ACTIVITE COMMERCIALE

3.3. ECOLE D'ARTS ET METIERS - TRAVAIL D'ARTISTES EN COLLABORATION AVEC LE CADRE D'UN PROJET D'AMENAGEMENT

3.4. TRAVAIL D'ARTISTES EN COLLABORATION AVEC LE CADRE D'UN PROJET D'AMENAGEMENT

3.5. TRAVAIL D'ARTISTES

4. INDEMNITE A VERSER AU PERSONNEL EN CHARGE DE RECENSEMENT DE LA

POPULATION

5. RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME

6. DEMANDE DE SUBVENTION + AIDE A L'INSTALLATION INITIALE DES EQUIPEMENTS DE

PROTECTION NUMERIQUE - CONVENTION AVEC LE CONSEIL REGIONAL

7. CONVENTION CADRE AVEC LES ARTISANS - ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET DE L'ESPACE

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL SONT INFORMES QUE**

**LA SALLE EST EQUIPEE D'UN SYSTEME DE SONORISATION ET**

**QU'EN VERTU DE L'ARTICLE L 2121-18 DU CODE GENERAL**

**DES COLLECTIVITES TERRITORIALES,**

**LES DEBATS DE LA SEANCE POURRONT ETRE ENREGISTRES.**

# ORDRE DU JOUR

- 1 ELECTION D'UN ADJOINT**
- 2 DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES**
- 3 DETR 2015**
  - 3.1 SCENOGRAPHIE DU MUSEE D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE
  - 3.2 AMENAGEMENT DU CENTRE CULTUREL JACQUES PREVERT
  - 3.3 ECONOMIES D'ENERGIE - REMPLACEMENT DES LANTERNES DE TYPE BOULE PAR DES LANTERNES A LED SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE
  - 3.4 TRAVAUX DE RENOVATION ET DE MISE EN SECURITE DE L'ANCIENNE FERME CONNEXE A LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE
- 4 INDEMNITE A VERSER AU PERSONNEL EN CHARGE DU RECENSEMENT DE LA POPULATION**
- 5 RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES**
- 6 DEMANDE DE SUBVENTION « AIDE A L'INSTALLATION INITIALE DES EQUIPEMENTS DE PROJECTION NUMERIQUE – CONVENTION AVEC LE CONSEIL REGIONAL »**
- 7 CONVENTION CADRE AVEC STEI ARTOIS – ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET OUTILS HORTICOLES**
- 8 CESSION DE TERRAIN A M. STYPCZYNSKI MARIAN – PARCELLE**
- 9 CONDITION DE REMBOURSEMENT DE LA VAISSELLE MANQUANTE OU CASSEE ET MATERIEL DETERIORE DANS LES SALLES MUNICIPALES**
- 10 JOURNEE DE LA FEMME – AVENANT A LA CONVENTION DE MISE EN PLACE DES CHEQUES DE SERVICE AVEC LA SOCIETE CHEQUE DEJEUNER**
- 11 L 2122-22**
  - 11.1 11 DECEMBRE 2014 : DESIGNATION D'UN AVOCAT – CORALIE REMBERT – REQUETE DE M. JEAN-MARIE FONTAINE C/ COMMUNE DE HARNES – n° 1408512-2
  - 11.2 30 DECEMBRE 2014 : REMBOURSEMENT DE SINISTRES
  - 11.3 30 DECEMBRE 2014 : CONTRAT n° 20141342 – PVE : PROCES VERBAUX ELECTRONIQUES – SOCIETE LOGITUD
  - 11.4 29 DECEMBRE 2014 : FOURNITURE DE SEL DE DENEIGEMENT (N° 636.5.14)
  - 11.5 23 DECEMBRE 2014 : ORGANISATION DES SEJOURS DE VACANCES D'HIVER ET D'ETE POUR 2015 POUR LES JEUNES DE LA VILLE DE HARNES (N° 635.5.14)
  - 11.6 1ER DECEMBRE 2014 - FOURNITURE ET LIVRAISON DE PRODUITS LAITIERS DANS LES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES (N° 632.6.14)
  - 11.7 17 DECEMBRE 2014 : SONORISATION, AMENAGEMENT SCENIQUE, CAPTATION VIDEO ET REGIE DIRECTE DE LA CEREMONIE DES VOEUX DU MAIRE DE HARNES (N° 639.5.14)
  - 11.8 6 JANVIER 2015 : 17 DECEMBRE 2014 : ADHESION DROIT DE CITE
  - 11.9 13 JANVIER 2015 : CONTRAT FLEXEA BUREAU – ASCENSEUR MAIRIE – SOCIETE KONE

# **1 ELECTION D'UN ADJOINT**

RAPPORTEUR : Philippe DUQUESNOY

Il est porté à la connaissance de l'Assemblée que, par courrier du 4 décembre 2014 adressé à Madame Lydie WARCHALOWSKI et réceptionné le 8 décembre 2014, Monsieur le Préfet a accepté la démission de Madame Lydie WARCHALOWSKI de ses fonctions d'adjointe au Maire.

La démission est effective à compter du 8 décembre 2014, date de réception du courrier.

Il est proposé au Conseil municipal, conformément à l'article L 2122-4 du Code général des collectivités territoriales, d'élire un Adjoint au Maire parmi ses membres, au scrutin secret.

*Les groupes politiques sont invités à déposer le nom de leur candidat avant le Conseil municipal.*

## 2 DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

RAPPORTEUR : Dominique MOREL

Voir document joint en annexe.

### **3 DETR 2015**

Par courrier en date du 22 décembre 2014, Monsieur le Préfet nous a transmis les modalités d'attribution de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R).

Il convient dès lors pour le Conseil Municipal de délibérer sur les travaux qui feront l'objet de sollicitation de financement.

Il est proposé au Conseil municipal de solliciter la D.E.T.R pour les opérations suivantes :

#### **3.1 Scénographie du Musée d'Histoire et d'Archéologie**

RAPPORTEUR : Sabah YOUSFI

Dans le cadre de l'aménagement du Musée d'Histoire et d'Archéologie de Harnes, il faut envisager une nouvelle installation de mise en valeur des collections présentées au public dans les normes actuelles, à la fois de conservation, d'accès aux différents publics. Une scénographie nouvelle se doit d'être mise en place. Les études ont estimé le montant total à 403.000 € TTC.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de solliciter la DETR au titre de la priorité 3 « Salle polyvalente, édifice culturel, équipements sportifs – éclairage – tourisme – ingénierie, dans le volet tourisme 'aménagement scénographique et mise en valeur d'équipements à vocation touristique ou culturelle, musée, théâtre... » à hauteur de 20 %,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à solliciter toutes subventions ou participations auprès d'organismes publics ou privés.

#### **3.2 Aménagement du Centre Culturel Jacques Prévert**

RAPPORTEUR : Sabah YOUSFI

Afin de permettre une organisation optimale du service Culture qui a déménagé récemment au sein du Centre Culturel Jacques Prévert, des travaux s'avèrent nécessaires.

Il est proposé au Conseil municipal de :

- solliciter au titre de la priorité 1 « construction publique – aménagement ou rénovation de mairie ou locaux administratifs » une subvention à hauteur de 25 % pour des montants de travaux estimés à 40.000 € TTC.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à solliciter toutes subventions ou participations auprès d'organismes publics ou privés.

#### **3.3 Economies d'énergie - Remplacement des lanternes de type boule par des lanternes à LED sur l'ensemble de la commune**

RAPPORTEUR : Jean-François KALETA

L'éclairage public de la commune est constitué d'environ 2200 foyers lumineux. Pour une majorité d'entre eux, on peut constater une certaine vétusté puisque certains équipements sont installés depuis plusieurs dizaines d'années.

Certes, un entretien régulier est réalisé, mais celui ne permet pas à la commune de réaliser des économies, notamment en matière de consommation.

C'est notamment le cas des lanternes de type 'boule', qui affichent des consommations très élevées et qui, de surcroît provoquent une pollution lumineuse très importante.

C'est pourquoi il a été décidé de procéder au remplacement de ce type de luminaires par des luminaires beaucoup plus performants.

Le nombre de lanternes de type 'boule' présente sur la commune s'élève à 203.

Ces équipements seront remplacés par des lanternes à LED, beaucoup plus économes et offrant une qualité lumineuse équivalente voire supérieure.

Un programme pluriannuel de remplacement de ces lanternes est donc mis en place avec pour l'année 2015, la volonté d'amener le coût de l'opération à 50 000.00 € TTC.

Il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter au titre de la priorité 1, sous axe éclairage « Eclairage public sur les voies en agglomération visant à réaliser des économies d'énergie et à diminuer la pollution lumineuse » une subvention à hauteur de 25 %.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à solliciter toutes subventions ou participations auprès d'organismes publics ou privés.

Pour information : La commune bénéficiera d'une aide de la FDE (Fédération Départementale de l'Energie) qui s'élève à environ 340 € par lanterne, soit une aide globale pour 2015 d'environ 17 000.00€

#### **3.4 Travaux de rénovation et de mise en sécurité de l'ancienne ferme connexe à la bibliothèque municipale**

RAPPORTEUR : Jean-François KALETA

La toiture, la charpente et les murs de la ferme, dite de l'ancienne cour carrée, connexe à la bibliothèque municipale nécessitent une intervention lourde permettant de préserver le bâtiment.

Le Cabinet PLASSON, mandaté par la commune, a estimé un montant de 395.000 € TTC.

Il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter au titre de la priorité 1, sous axe construction publique « construction, aménagement ou rénovation de mairie ou de locaux administratifs, etc... » une subvention à hauteur de 25 %.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à solliciter toutes subventions ou participations auprès d'organismes publics ou privés.



#### **4 INDEMNITE A VERSER AU PERSONNEL EN CHARGE DU RECENSEMENT DE LA POPULATION**

RAPPORTEUR : Dominique MOREL

L'Assemblée est informée que l'enquête de recensement sera réalisée en janvier et février 2015.

Le montant de la dotation forfaitaire qui sera versée à la commune au titre de cette enquête 2015 s'élève à 2.715 €, à raison de 1,72 € par habitant et de 1,13 € par logement.

Il est proposé au Conseil municipal d'accepter la rémunération de 3 agents recenseurs au prorata du nombre d'imprimés qu'ils auront collecté (bulletins par habitant et feuilles par logement) dans les conditions suivantes :

- 1,72 € par habitant
- 1,13 € par logement.

## **5 RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES**

RAPPORTEUR : Philippe DUQUESNOY

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le rapport, joint ci-après, de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées transmis par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, conformément à l'article 86 de la Loi 99-586 du 12 juillet 1999.

Réunion du 9 décembre 2014

Document de travail

La Commission a été créée en 2002 et a pour mission de réguler les attributions de compensation versées entre 2010 et 2014 et de déterminer le montant des attributions de compensation.

La Commission a été créée en 2002 et a pour mission de réguler les attributions de compensation versées entre 2010 et 2014 et de déterminer le montant des attributions de compensation.

## Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées

### Réunion du 9 décembre 2014

Ordre du jour :

- Installation des membres de la CLECT,
- Adoption du règlement intérieur de la CLECT,
- Régularisation des attributions de compensation pour la période 2010-2014

L'évaluation des transferts de charges des services d'eau potable et d'assainissement est fondée sur la situation des comptes administratifs 1999 des budgets annexes.

Au même titre que pour le développement économique, il a été décidé d'actualiser chaque année l'attribution de compensation des communes en fonction de l'extinction des annuités de la dette transférée par les communes (quote-part des annuités d'emprunt au titre de l'assainissement des eaux pluviales prise en charge par le budget général de la commune).

#### Cas particulier des emprunts globalisés

Les prêts contractés par les communes peuvent être globalisés sans qu'il soit possible d'identifier clairement la part revenant à l'assainissement au sein des contrats. Par souci de simplification, il a été admis que les communes continuent d'acquitter les annuités relatives aux emprunts globalisés, à charge pour la Communauté d'Agglomération, juridiquement compétente dans le domaine de l'assainissement, de rembourser les montants correspondants aux communes.

#### **1.5 La prise en compte des rôles supplémentaires de 1999 émis au cours des exercices 2000, 2001 et 2002.**

La circulaire NOR/INT/B/00/0036/C du 25 février 2000 prévoit que les rôles supplémentaires, émis par l'administration fiscale au titre de l'année de perception de la taxe professionnelle qui a servi de calcul à l'attribution de compensation, soit 1999, peuvent être réintégré dans ce produit de taxe professionnelle de référence.

Si par contre, des rôles supplémentaires sont émis en même temps que ces derniers, mais au titre d'une année différente, ils ne doivent pas être pris en compte dans le produit de taxe professionnelle utilisé pour le calcul de l'attribution de compensation.

L'attribution de compensation n'est donc corrigée que si le produit de taxe professionnelle de l'année précédente, soit 1999, est augmenté par adjonction de rôles supplémentaires émis au titre de cette même année.

Les rôles supplémentaires de TP 1999 perçus en 2000, 2001 et 2002 par les communes membres de la Communauté d'Agglomération figurant dans le tableau ci-dessous et fournis par la Direction Générale des Services Fiscaux du Pas-de-Calais ont été intégrés dans le produit fiscal de référence dans le calcul de l'attribution de compensation 2004. Ces rôles supplémentaires représentent un montant de 853 609 €.

### Tableau des rôles complémentaires

	Rôles sup. de TP au titre de 1999 émis en 2000	Rôles sup. de TP au titre de 1999 émis en 2001	Rôles sup. de TP au titre de 1999 émis en 2002	Total des rôles sup. de TP au titre de 1999
1 Ablain-Saint-Nazaire	0	0	0	0
2 Acheville	0	0	0	0
3 Ak-Noulette	998	3 413	14 806	19 217
4 Angres	0	0	0	0
5 Annay	0	421	2 052	2 473
6 Avion	71 208	4 182	0	75 390
7 Bénifontaine	0	0	0	0
8 Billy-Montigny	3 528	4 834	2 696	11 058
9 Bouvigny-Boyeffles	919	13	0	933
10 Bully-les-Mines	5 000	6 186	0	11 186
11 Carency	0	0	0	0
12 Eleu-dit-Loauvette	15 175	7 649	0	22 825
13 Estevelles	0	0	0	0
14 Fouquières-les-Lens	3 839	0	0	3 839
15 Givenchy-en-Gohelle	0	0	0	0
16 Gouy-Servins	0	0	0	0
17 Grenay	4 827	139	0	4 966
18 Harnes	244 967	23 539	7 342	275 848
19 Hulluch	2 098	2	0	2 100
20 Lens	78 310	61 000	32 454	171 764
21 Liévin	22 965	12 871	38 135	73 971
22 Loison-sous-Lens	0	534	0	534
23 Loos-en-Gohelle	31 821	225	0	32 046
24 Mazingarbe	13 069	475	1 026	14 570
25 Méricourt	782	18 156	0	18 938
26 Meurchin	0	39	0	39
27 Noyelles-sous-Lens	10 839	21 333	214	32 386
28 Pont-à-Vendin	0	0	0	0
29 Sains-en-Gohelle	359	22 466	0	22 825
30 Sallaumines	318	132	558	1 008
31 Servins	0	0	0	0
32 Souchez	177	463	0	640
33 Vendin-le-Veil	8 175	116	26 989	35 280
34 Villers-au-Bois	0	0	0	0
35 Vimy	0	114	0	114
36 Wingles	0	0	19 659	19 659
<b>Total communes</b>	<b>519 374</b>	<b>188 304</b>	<b>145 931</b>	<b>853 609</b>

## 2. Synthèse générale : calcul des attributions de compensation au titre de l'année 2009

Le tableau de la page suivante présente le montant des attributions de compensation des communes au titre de l'année 2009.

L'attribution de compensation est égale :

- Au produit de la taxe professionnelle perçu par la commune en 1999 ;
- Augmenté de la compensation versée en 1999 à la commune pour la suppression progressive de la part salaires de la base de taxe professionnelle (article 44 de la loi de finances pour 1999) et des compensations versées en 1999 à la commune dans le cadre du pacte de relance pour la ville ;
- Diminué du produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu dans la commune par le District en 1999 ;
- Diminué des compensations perçues en 1999 par le District dans la commune au titre des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe d'habitation des personnes de condition modeste, personnes âgées ou invalides ;
- Augmenté du montant correspondant à l'extinction, pour l'année 2009, des annuités de la dette transférée par la commune ; ce montant est issu de l'échéancier prévisionnel de remboursement de la dette existante au 31 décembre 1999 et transférée à la Communauté d'Agglomération.

Au total, le montant des attributions de compensation (AC) au titre de l'année 2009 se décompose de la manière suivante :

- . AC à percevoir par les communes : 34 604 154 €
- . AC à verser par les communes : 308 414 €

CALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION POUR L'ANNEE 2009



	Produit de TP perçu par la commune	Total des rôles sup. de TP au titre de 1999	Total du produit de TP perçu par la commune	Total des compensations TP	Total des impôts ménages du district transférés aux communes	Total des compensations TH-FB du district transférées aux communes	Total des transferts de charges	Extinction des annuités de la dette transférée	Réduction des transferts de charges Asst, Eau et Action Eco.	Répercussion des sommes dues au titre des secteurs (aug. des transf. de chges)	Attribution de compensation en euros (€)
	en 1999			en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 2009			en 2009
1 Ablain-Saint-Nazaire	33 618	0	33 618	11 225	61 377	3 913	3 944	0	0	0	-24 391
2 Acheville	1 662	0	1 662	878	20 495	1 349	41 627	5 570	0	0	-55 360
3 Aix-Noulette	442 763	19 217	461 980	55 813	132 918	6 514	73 109	35 507	0	0	340 759
4 Angres	269 062	0	269 062	46 829	155 091	12 224	6 345	0	0	0	142 231
5 Annay	373 607	2 473	376 081	53 215	157 109	9 828	35 577	10 026	0	0	236 807
6 Avion	1 484 633	75 390	1 560 023	187 069	521 787	44 201	2 779	0	0	0	1 178 324
7 Bénifontaine	17 661	0	17 661	1 946	18 255	755	43 608	0	0	0	-43 012
8 Billy-Montigny	875 757	11 058	886 815	144 972	269 126	21 347	22 681	5 255	0	0	723 888
9 Bouvigny-Boyeffes	383 205	933	384 138	14 970	83 042	4 429	45 693	0	0	0	265 942
10 Bully-les-Mines	933 095	11 186	944 281	180 198	944 281	36 588	308 246	203 527	0	0	541 959
11 Carency	2 833	0	2 833	2 281	28 113	1 347	2 044	0	0	0	-26 391
12 Eleu-dit-Leauwette	293 580	22 825	316 405	37 572	104 256	7 184	51 593	14 075	0	0	205 018
13 Estevelles	56 003	0	56 003	8 522	51 935	2 591	5 455	0	0	0	4 543
14 Fouquières-les-Lens	898 805	3 839	902 644	60 992	206 216	15 759	16 970	0	0	0	724 691
15 Givenchy-en-Gohelle	26 287	0	26 287	12 004	74 010	3 427	24 697	8 164	0	0	-55 679
16 Gouy-Servins	938	0	938	203	13 060	531	0	0	0	0	-12 450
17 Grenay	892 061	4 966	897 027	66 753	162 162	17 442	87 843	29 611	0	0	725 943
18 Harnes	5 948 265	275 848	6 224 113	232 808	529 043	38 377	11 825	0	0	0	5 877 676
19 Hulluch	270 576	2 100	272 676	32 535	87 727	7 919	3 624	0	0	0	205 942
20 Lens	9 833 388	171 764	10 005 153	1 173 040	1 586 350	93 567	657 984	452 936	0	0	9 293 228
21 Liévin	5 592 745	73 971	5 666 716	757 188	1 136 891	84 136	1 782 421	1 439 006	0	0	4 859 461
22 Loison-sous-Lens	1 122 542	534	1 123 076	97 729	213 974	12 274	13 192	942	0	0	982 307
23 Loos-en-Gohelle	661 765	32 046	693 812	88 620	232 438	15 589	204 503	50 243	0	0	380 144
24 Mazingarbe	1 931 686	14 570	1 946 256	71 526	268 459	19 068	142 775	49 560	0	0	1 637 040
25 Méricourt	716 427	18 938	735 365	80 474	351 696	31 641	70 854	0	0	0	361 649
26 Meurchin	53 061	39	53 100	18 717	110 869	8 258	20 403	2 508	0	0	-65 206
27 Noyelles-sous-Lens	1 834 389	32 386	1 866 774	77 544	253 331	20 424	38 457	2 075	0	0	1 634 182
28 Pont-à-Vendin	154 442	0	154 442	27 624	99 762	6 877	7 885	0	0	0	67 542
29 Sains-en-Gohelle	389 025	22 825	411 850	66 526	191 693	16 000	52 305	20 935	0	0	239 314
30 Saltaumines	1 430 589	1 008	1 431 596	150 775	301 084	31 208	57 598	7 154	0	0	1 199 635
31 Servins	17 183	0	17 183	4 694	29 895	1 559	0	0	0	0	-9 576
32 Souchez	103 223	640	103 863	29 508	83 087	4 544	9 548	0	0	0	36 193
33 Vendin-le-Vieil	1 506 765	35 280	1 542 044	103 418	355 878	15 171	812 790	684 863	0	0	1 146 487
34 Villers-au-Bois	306	0	306	26	15 633	1 049	0	0	0	0	-16 349
35 Vimy	467 980	114	468 094	53 456	197 924	9 522	27 489	0	0	0	286 616
36 Wingles	1 558 775	19 659	1 578 434	46 961	299 844	18 916	62 016	62 016	0	0	1 306 635
<b>Total communes</b>	<b>40 578 700</b>	<b>853 609</b>	<b>41 432 310</b>	<b>3 998 611</b>	<b>8 845 741</b>	<b>625 530</b>	<b>4 747 881</b>	<b>3 083 972</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>34 295 740</b>

AC + 34 604 154  
 AC - -308 414  
 AC Σ 34 295 740

## II) LA REGULARISATION 2010-2014

Pour rappel, les communes ont continué à percevoir les montants d'attribution de compensation déterminés pour l'exercice 2009 alors qu'il aurait dû y avoir une prise en compte de l'extinction de la dette comme pour les exercices antérieurs.

Les grands principes méthodologiques utilisés jusqu'en 2009 pour l'évaluation des transferts de charges sont donc repris pour réaliser la régularisation sur les exercices 2010 à 2014.

Les propositions de répartition de l'attribution de compensation pour les exercices 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 reposent donc sur les principes suivants :

- Le maintien de la prise en compte de l'extinction des annuités de la dette au sein de l'attribution de compensation,
- La prise en compte des rôles supplémentaires de 1999.

Sur ces bases, il est proposé de fixer les montants des attributions de compensation comme suit :

### Pour 2010

	Montant à répartir (à partir des données 1999) :	30 358 159 €
+	Montant de l'extinction de la dette :	3 355 810 €
+	Rôles supplémentaires au titre de 1999 :	853 609 €
	<b>Attribution de compensation 2010 :</b>	<b>34 567 578 €</b>

### Pour 2011

	Montant à répartir (à partir des données 1999) :	30 358 159 €
+	Montant de l'extinction de la dette :	3 509 317 €
+	Rôles supplémentaires au titre de 1999 :	853 609 €
	<b>Attribution de compensation 2011 :</b>	<b>34 721 085 €</b>

### Pour 2012

	Montant à répartir (à partir des données 1999) :	30 358 159 €
+	Montant de l'extinction de la dette :	3 683 289 €
+	Rôles supplémentaires au titre de 1999 :	853 609 €
	<b>Attribution de compensation 2012 :</b>	<b>34 895 057 €</b>

### Pour 2013

	Montant à répartir (à partir des données 1999) :	30 358 159 €
+	Montant de l'extinction de la dette :	3 952 165 €
+	Rôles supplémentaires au titre de 1999 :	853 609 €
	<b>Attribution de compensation 2013 :</b>	<b>35 163 933 €</b>

Pour rappel, un questionnaire a été envoyé aux communes fin 2013 pour faire valider les montants.

### Pour 2014

	Montant à répartir (à partir des données 1999) :	30 358 159 €
+	Montant de l'extinction de la dette :	4 023 474 €
+	Rôles supplémentaires au titre de 1999 :	853 609 €
	<b>Attribution de compensation 2014 :</b>	<b>35 235 242 €</b>

Les pages suivantes présentent les montants pour les communes pour chaque exercice et une synthèse de la régularisation (le différentiel entre ce qui a été versé et ce qui aurait dû être effectivement versé).



CALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION POUR L'ANNEE 2010



	Produit de TP		Total des rôles sup. de TP au titre de 1999		Total du produit de TP perçu par la commune		Total des compensations TP		Total des impôts ménages du district transférés aux communes		Total des compensations TH-FB du district transférées aux communes		Total des transferts de charges		Extraction des annuités de dette transférée		Réduction des transferts de charges Assé. Eau et Action Eco.		Répercussion des sommes dues au titre des secteurs de chges		Attribution de compensation en euros (€)	
	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 2010	en 2010	en 2010	en 2010	en 2010	en 2010
1 Ablain-Saint-Nazaire	33 618	0	33 618	11 225	61 377	3 913	3 944	0	3 944	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-24 391
2 Acheville	1 662	0	1 662	878	20 495	1 349	41 627	1 349	5 570	5 570	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-55 360
3 Aix-Noulette	442 763	19 217	461 980	55 813	132 918	6 514	73 109	6 514	38 028	38 028	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	343 280
4 Angres	269 062	0	269 062	46 829	155 091	12 224	6 345	6 345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	142 231
5 Anney	373 607	2 473	376 081	53 215	157 109	9 828	35 577	9 828	11 538	11 538	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	238 319
6 Avion	1 484 633	75 390	1 560 023	187 069	521 787	44 201	2 779	2 779	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 178 324
7 Bénilfontaine	17 661	0	17 661	1 946	18 255	755	43 608	755	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-43 012
8 Billy-Montigny	875 757	11 058	886 815	144 972	269 126	21 347	22 681	22 681	5 727	5 727	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	724 360
9 Bouvigny-Boyerelles	383 205	933	384 138	14 970	83 042	4 429	45 693	4 429	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	265 942
10 Bully-les-Mines	933 095	11 186	944 281	180 198	441 212	36 588	308 246	36 588	227 398	227 398	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	565 830
11 Carency	2 833	0	2 833	2 281	28 113	1 347	2 044	1 347	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-26 391
12 Eue-dit-Leauwette	293 580	22 825	316 405	37 572	104 256	7 184	51 593	7 184	14 095	14 095	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	205 038
13 Estevelles	56 003	0	56 003	8 522	51 935	2 591	5 455	2 591	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 543
14 Fouquières-les-Lens	898 805	3 839	902 644	60 992	206 216	15 759	16 970	15 759	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	724 691
15 Givency-en-Goehelle	26 287	0	26 287	12 004	74 010	3 427	24 697	3 427	8 175	8 175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-55 667
16 Gouy-Servins	938	0	938	203	13 060	531	0	531	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-12 450
17 Grenay	892 061	4 966	897 027	66 753	162 162	17 442	87 843	17 442	29 654	29 654	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	725 986
18 Harnes	5 948 265	275 848	6 224 113	232 808	529 043	38 377	11 825	38 377	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 877 676
19 Hulluch	270 576	2 100	272 676	32 535	87 727	7 919	3 624	7 919	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	205 942
20 Lens	9 833 388	171 764	10 005 153	1 173 040	1 586 350	93 567	657 984	93 567	470 718	470 718	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 311 010
21 Liévin	5 592 745	73 971	5 666 716	757 188	1 136 891	84 136	1 782 421	84 136	1 634 476	1 634 476	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 054 931
22 Loison-sous-Lens	1 122 542	534	1 123 076	97 729	213 974	12 274	13 192	12 274	1 064	1 064	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	982 428
23 Loos-en-Goehelle	661 765	32 046	693 812	88 620	232 438	15 589	204 503	15 589	51 710	51 710	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	381 612
24 Mazingarbe	1 931 686	14 570	1 946 256	71 526	268 459	19 068	142 775	19 068	49 631	49 631	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 637 111
25 Méricourt	716 427	18 938	735 365	80 474	351 696	31 641	70 854	31 641	2 797	2 797	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	361 649
26 Meurchin	53 061	39	53 100	18 171	110 869	8 258	20 403	8 258	2 319	2 319	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-64 917
27 Noyelles-sous-Lens	1 834 389	32 386	1 866 774	77 544	253 331	20 424	38 457	20 424	7 885	7 885	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 634 426
28 Pont-à-Vendin	154 442	0	154 442	27 624	99 762	6 877	7 885	6 877	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 542
29 Sains-en-Goehelle	389 025	22 825	411 850	66 526	191 693	16 000	52 305	16 000	20 965	20 965	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	239 344
30 Sallaumines	1 430 589	1 008	1 431 596	150 775	301 084	31 208	57 598	31 208	7 827	7 827	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200 308
31 Servins	17 183	0	17 183	4 694	29 895	1 559	0	1 559	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-9 576
32 Souchez	103 223	640	103 863	29 508	83 087	4 544	9 548	4 544	712 102	712 102	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 193
33 Vendin-le-Weil	1 506 765	35 280	1 542 044	103 418	355 878	15 171	812 790	15 171	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 173 726
34 Villers-au-Bois	306	0	306	26	15 633	1 049	0	1 049	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-16 349
35 Vimy	467 980	114	468 094	53 456	197 924	9 522	27 489	9 522	62 016	62 016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	286 616
36 Wingles	1 558 775	19 659	1 578 434	46 961	299 844	18 916	62 016	18 916	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 306 635
<b>Total communes</b>	<b>40 578 700</b>	<b>853 609</b>	<b>41 432 310</b>	<b>3 998 611</b>	<b>8 845 741</b>	<b>625 530</b>	<b>4 747 881</b>	<b>625 530</b>	<b>3 355 810</b>	<b>3 355 810</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>34 567 578</b>

AC+ 34 875 692  
AC- -308 114  
ACΣ 34 567 578

CALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION POUR L'ANNEE 2011



	Produit de TP perçu par la commune	Total des rôles sup. de TP au titre de 1999	Total du produit de TP perçu par la commune	Total des compensations TP	Total des impôts ménages du district transférés aux communes	Total des compensations TH-FB du district transférées aux communes	Total des transferts de charges	Extinction des annuités de la dette transférée	Réduction des transferts de charges Asst, Eau et Action Eco.	Répercussion des sommes dues au titre des secteurs (aug. des transf. de chges)	Attribution de compensation en euros (€)
	en 1999			en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 2011			en 2011
1 Ablain-Saint-Nazaire	33 618	0	33 618	11 225	61 377	3 913	3 944	0	0	0	-24 391
2 Acheville	1 662	0	1 662	878	20 495	1 349	41 627	5 570	0	0	-55 360
3 Aix-Noulette	442 763	19 217	461 980	55 813	132 918	6 514	73 109	42 828	0	0	348 080
4 Angres	269 062	0	269 062	46 829	155 091	12 224	6 345	0	0	0	142 231
5 Annay	373 607	2 473	376 081	53 215	157 109	9 828	35 577	13 195	0	0	239 975
6 Avion	1 484 633	75 390	1 560 023	187 069	521 787	44 201	2 779	0	0	0	1 178 324
7 Bénifontaine	17 661	0	17 661	1 946	18 255	755	43 608	0	0	0	-43 012
8 Billy-Montigny	875 757	11 058	886 815	144 972	269 126	21 347	22 681	5 816	0	0	724 450
9 Bouvigny-Boyeffles	383 205	933	384 138	14 970	83 042	4 429	45 693	0	0	0	265 942
10 Bully-les-Mines	933 095	11 186	944 281	180 198	441 212	36 588	308 246	240 180	0	0	578 612
11 Carency	2 833	0	2 833	2 281	28 113	1 347	2 044	0	0	0	-26 391
12 Eleu-dit-Leauwette	293 580	22 825	316 405	37 572	104 256	7 184	51 593	17 529	0	0	208 472
13 Estevelles	56 003	0	56 003	8 522	51 935	2 591	5 455	0	0	0	4 543
14 Fouquières-les-Lens	898 805	3 839	902 644	60 992	206 216	15 759	16 970	0	0	0	724 691
15 Givenchy-en-Gohelle	26 287	0	26 287	12 004	74 010	3 427	24 697	10 167	0	0	-53 675
16 Gouy-Servins	938	0	938	203	13 060	531	0	0	0	0	-12 450
17 Grenay	892 061	4 966	897 027	66 753	162 162	17 442	87 843	36 878	0	0	733 209
18 Harnes	5 948 265	275 848	6 224 113	232 808	529 043	38 377	11 825	0	0	0	5 877 676
19 Hulluch	270 576	2 100	272 676	32 535	87 727	7 919	3 624	0	0	0	205 942
20 Lens	9 833 388	171 764	10 005 153	1 173 040	1 586 350	93 567	657 984	488 808	0	0	9 329 100
21 Liévin	5 592 745	73 971	5 666 716	757 188	1 136 891	84 136	1 782 421	1 683 103	0	0	5 103 558
22 Loison-sous-Lens	1 122 542	534	1 123 076	97 729	213 974	12 274	13 192	1 188	0	0	982 552
23 Loos-en-Gohelle	661 765	32 046	693 812	88 620	232 438	15 589	204 503	60 666	0	0	390 568
24 Mazingarbe	1 931 686	14 570	1 946 256	71 526	268 459	19 068	142 775	61 721	0	0	1 649 202
25 Méricourt	716 427	18 938	735 365	80 474	351 696	31 641	70 854	0	0	0	361 649
26 Meurchin	53 061	39	53 100	18 717	110 869	8 258	20 403	3 119	0	0	-64 595
27 Noyelles-sous-Lens	1 834 389	32 386	1 866 774	77 544	253 331	20 424	38 457	2 580	0	0	1 634 687
28 Pont-à-Vendin	154 442	0	154 442	27 624	99 762	6 877	7 885	0	0	0	67 542
29 Sains-en-Gohelle	389 025	22 825	411 850	66 526	191 693	16 000	52 305	26 073	0	0	244 451
30 Sallaumines	1 430 589	1 008	1 431 596	150 775	301 084	31 208	57 598	8 046	0	0	1 200 527
31 Servins	17 183	0	17 183	4 694	29 895	1 559	0	0	0	0	-9 576
32 Souchez	103 223	640	103 863	29 508	83 087	4 544	9 548	0	0	0	36 193
33 Vendin-le-Vieil	1 506 765	35 280	1 542 044	103 418	355 878	15 171	812 790	739 837	0	0	1 201 460
34 Villers-au-Bois	306	0	306	26	15 633	1 049	0	0	0	0	-16 349
35 Vimy	467 980	114	468 094	53 456	197 924	9 522	27 489	0	0	0	286 616
36 Wingles	1 558 775	19 659	1 578 434	46 961	299 844	18 916	62 016	62 016	0	0	1 306 635
<b>Total communes</b>	<b>40 578 700</b>	<b>853 609</b>	<b>41 432 310</b>	<b>3 998 611</b>	<b>8 845 741</b>	<b>625 530</b>	<b>4 747 881</b>	<b>3 509 317</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>34 721 086</b>

AC + 35 026 886  
AC - -305 800  
AC 34 721 086

CALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION POUR L'ANNEE 2012



	Produit de TP perçu par la commune		Total des rôles sup. de TP au titre de 1999		Total du produit de TP perçu par la commune		Total des TP compensations		Total des impôts ménages du district transférés aux communes		Total des compensations TH-FB du district transférées aux communes		Total des transferts de charges		Extinction des annuités de la dette transférée		Réduction des transferts de charges Asst, Eau et Action Eco.		Répartition des sommes dues au titre des secteurs (aug. des transf. de charges)		Attribution de compensation en euros (€)		
	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999	en 2012	en 1999
1	Ablain-Saint-Nazaire	33 618	0	33 618	11 225	61 377	3 913	3 944	3 944	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-24 391	-24 391
2	Acheville	1 662	0	1 662	878	20 495	1 349	41 627	41 627	5 570	5 570	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-55 360	-55 360
3	Aix-Noulette	442 763	19 217	461 980	55 813	132 918	6 514	73 109	73 109	43 352	43 352	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	348 604	348 604
4	Angres	269 062	0	269 062	46 829	155 091	12 224	6 345	6 345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	142 231	142 231
5	Ainay	373 607	2 473	376 081	53 215	157 109	9 828	35 577	35 577	14 261	14 261	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	241 042	241 042
6	Avion	1 484 633	75 390	1 560 023	187 069	521 787	44 201	2 779	2 779	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 178 324	1 178 324
7	Bénifontaine	17 661	0	17 661	1 946	18 255	755	43 608	43 608	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-43 012	-43 012
8	Billy-Montigny	875 757	11 058	886 815	144 972	269 126	21 347	22 681	22 681	5 858	5 858	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	724 492	724 492
9	Bouigny-Boyerffes	383 205	933	384 138	14 970	83 042	4 429	45 693	45 693	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	265 942	265 942
10	Bully-les-Mines	933 095	11 186	944 281	180 198	441 212	36 588	308 246	308 246	241 574	241 574	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	580 006	580 006
11	Carency	2 833	0	2 833	2 281	28 113	1 347	2 044	2 044	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-26 391	-26 391
12	Eleu-dit-Leauwette	293 580	22 825	316 405	37 572	104 256	7 184	51 593	51 593	17 903	17 903	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	208 847	208 847
13	Estevelles	56 003	0	56 003	8 522	51 935	2 591	5 455	5 455	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 543	4 543
14	Fouquières-les-Lens	898 805	3 839	902 644	60 992	206 216	15 759	16 970	16 970	10 384	10 384	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	724 691	724 691
15	Givenchy-en-Gohelle	26 287	0	26 287	12 004	74 010	3 427	24 697	24 697	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-53 458	-53 458
16	Gouy-Servins	938	0	938	203	13 060	531	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-12 450	-12 450
17	Grenay	892 061	4 966	897 027	66 753	162 162	17 442	87 843	87 843	37 666	37 666	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	733 998	733 998
18	Harnes	5 948 265	275 948	6 224 213	232 808	529 043	38 377	11 825	11 825	11 825	11 825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 889 501	5 889 501
19	Hulluch	270 576	2 100	272 676	32 535	87 727	7 919	3 624	3 624	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	205 942	205 942
20	Lens	9 833 388	171 764	10 005 153	1 173 040	1 586 350	93 567	657 984	657 984	553 747	553 747	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 394 038	9 394 038
21	Lévin	5 592 745	73 971	5 666 716	757 188	1 136 891	84 136	1 782 421	1 782 421	1 688 409	1 688 409	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 108 864	5 108 864
22	Loison-sous-Lens	1 122 542	534	1 123 076	97 729	213 974	13 192	13 192	13 192	1 312	1 312	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	982 677	982 677
23	Loos-en-Gohelle	661 765	32 046	693 812	88 620	232 438	15 589	204 503	204 503	62 186	62 186	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	392 088	392 088
24	Mazingarbe	1 931 686	14 570	1 946 256	71 526	268 459	19 068	142 775	142 775	63 041	63 041	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 650 521	1 650 521
25	Méricourt	716 427	18 938	735 365	80 474	351 696	31 641	70 854	70 854	10 730	10 730	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	372 378	372 378
26	Meurchin	53 061	39	53 100	18 717	110 869	8 258	20 403	20 403	3 410	3 410	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-64 304	-64 304
27	Noyelles-sous-Lens	1 834 389	32 386	1 866 774	77 544	253 331	20 424	38 457	38 457	2 580	2 580	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 634 687	1 634 687
28	Pont-à-Vendin	154 442	0	154 442	27 624	99 762	6 877	7 885	7 885	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 542	67 542
29	Saïns-en-Gohelle	389 025	22 825	411 850	66 526	191 693	16 000	52 305	52 305	26 630	26 630	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	245 008	245 008
30	Sallaumines	1 430 589	1 008	1 431 596	150 775	301 084	31 208	57 598	57 598	8 046	8 046	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200 527	1 200 527
31	Servins	17 183	0	17 183	4 694	29 895	1 559	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-9 576	-9 576
32	Souchez	103 223	640	103 863	29 508	83 087	4 544	9 548	9 548	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 193	36 193
33	Vendin-le-Vieil	1 506 765	35 280	1 542 044	103 418	355 878	15 171	812 790	812 790	812 790	812 790	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 274 414	1 274 414
34	Villers-au-Bois	306	0	306	26	15 633	1 049	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-16 349	-16 349
35	Vimy	467 980	114	468 094	53 456	197 924	9 522	27 489	27 489	62 016	62 016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	286 616	286 616
36	Wingles	1 558 775	19 659	1 578 434	46 961	299 844	18 916	62 016	62 016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 306 635	1 306 635
<b>Total communes</b>		<b>40 578 700</b>	<b>853 609</b>	<b>41 432 310</b>	<b>3 998 611</b>	<b>8 845 741</b>	<b>625 530</b>	<b>4 747 881</b>	<b>3 683 289</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>34 895 058</b>	<b>34 895 058</b>

AC +  
AC -  
AC Σ

35 200 350  
-305 292  
34 895 058

CALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION POUR L'ANNEE 2013



	Produit de TP perçu par la commune		Total des rôles sup. de TP au titre de 1999		Total du produit de TP perçu par la commune		Total des compensations TP		Total des impôts ménages au district		Total des compensations TH-FB du district transférés aux communes		Total des transferts de charges		Exinction des annuités de la dette transférée		Réduction des transferts de charges Ast. Eau et Action Eco.		Répercussion des sommes dues au titre des secteurs (Aug. des transf. de chges)		Attribution de compensation en euros (€)		
	en 1999		en 1999		en 1999		en 1999		en 1999		en 1999		en 1999		en 2013		en 2013		en 2013		en 2013		
1 Abain-Saint-Nazaire	33 618	0	33 618	11 225	61 377	3 913	3 944	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-74 391	
2 Acheville	1 662	0	1 662	878	20 495	1 349	41 627	5 570	5 570	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-55 360	
3 Aix-Noulette	442 763	19 217	461 980	55 813	132 918	6 514	73 109	6 514	6 514	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	362 421	
4 Angres	269 062	0	269 062	46 829	155 091	12 224	6 345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	142 231	
5 Anney	373 607	2 473	376 081	53 215	157 109	9 828	35 577	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	241 914	
6 Avion	1 484 633	75 390	1 560 023	187 069	521 787	44 201	42 779	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 178 324	
7 Bénifontaine	875 757	11 058	886 815	144 972	269 126	21 347	22 681	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-43 012	
8 Billy-Montigny	383 205	933	384 138	14 970	83 042	4 429	45 693	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	724 492	
9 Bouvigny-Boyeffies	933 095	11 186	944 281	180 198	441 212	36 588	308 246	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	616 795	
10 Bully-les-Mines	2 833	0	2 833	2 281	28 113	1 347	2 044	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-26 391	
11 Carency	293 580	22 825	316 405	37 572	104 256	7 184	51 593	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	218 730	
12 Eleu-dit-Leauwette	56 003	0	56 003	8 522	51 935	2 591	5 455	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 543	
13 Estevelles	898 805	3 839	902 644	60 992	206 216	15 759	16 970	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	724 691	
14 Fouquières-les-Lens	26 287	0	26 287	12 004	74 010	3 427	24 697	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-47 726	
15 Grenchy-en-Gohelle	938	0	938	203	13 060	531	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-12 450	
16 Gouy-Servins	892 061	4 966	897 027	66 753	162 162	17 442	87 843	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	754 790	
17 Grenay	5 948 265	275 848	6 224 113	232 808	529 043	38 377	11 825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 889 501	
18 Harnes	270 576	2 100	272 676	32 535	87 727	7 919	3 624	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	205 942	
19 Haultuch	9 833 388	171 764	10 005 153	1 173 040	1 586 350	84 136	657 984	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 408 495	
20 Lens	5 592 745	73 971	5 666 716	757 188	1 136 891	84 136	1 782 421	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 202 877	
21 Lévain	1 122 542	534	1 123 076	97 729	213 974	12 274	13 192	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	982 803	
22 Loison-sous-Lens	661 765	32 046	693 812	88 620	232 438	15 589	204 503	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	414 656	
23 Loos-en-Gohelle	1 931 686	14 570	1 946 256	71 526	268 459	19 068	142 775	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 685 322	
24 Mazingarbe	716 427	18 938	735 365	80 474	351 696	31 641	70 854	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	372 378	
25 Métrouart	53 061	39	53 100	18 717	110 869	8 258	20 403	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-63 979	
26 Meurchin	1 834 389	32 386	1 866 774	77 544	253 331	20 424	38 457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 634 687	
27 Noyelles-sous-Lens	154 442	0	154 442	27 624	99 762	6 877	7 885	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 542	
28 Pont-à-Vendin	389 025	22 825	411 850	66 526	191 693	16 000	52 305	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	259 709	
29 Sains-en-Gohelle	1 430 589	1 008	1 431 596	150 775	301 084	31 208	57 598	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200 527	
30 Sallaumines	17 183	0	17 183	4 694	29 895	1 559	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-9 576	
31 Servins	103 223	640	103 863	29 508	83 087	4 544	9 548	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 193	
32 Souchez	1 506 765	35 280	1 542 044	103 418	385 878	15 171	812 790	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 274 414	
33 Vendin-le-Vieil	306	0	306	26	15 633	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-16 349	
34 Villers-au-Bois	467 980	114	468 094	53 456	197 924	9 522	27 489	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	286 616	
35 Viry	1 558 775	19 659	1 578 434	46 961	299 844	18 916	62 016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 306 635	
36 Wingles																							
<b>Total communes</b>	<b>40 578 700</b>	<b>853 609</b>	<b>41 432 310</b>	<b>3 998 611</b>	<b>8 845 741</b>	<b>625 530</b>	<b>4 747 881</b>	<b>3 952 165</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>35 163 933</b>	

AC +  
AC -  
AC Σ

35 463 167  
-299 234  
35 163 933

CALCUL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION POUR L'ANNEE 2014



	Produit de TP perçu par la commune	Total des rôles sup. de TP au titre de 1999	Total du produit de TP perçu par la commune	Total des compensations TP	Total des impôts ménages du district transférés aux communes	Total des compensations TH-FB du district transférées aux communes	Total des transferts de charges	Extinction des annuités de la dette transférée	Réduction des transferts de charges Asst, Eau et Action Eco.	Répercussion des sommes dues au titre des secteurs (aug. des transf. de chges)	Attribution de compensation en euros (€)
	en 1999			en 1999	en 1999	en 1999	en 1999	en 2014			en 2014
1 Ablain-Saint-Nazaire	33 618	0	33 618	11 225	61 377	3 913	3 944	0	0	0	-24 391
2 Acheville	1 662	0	1 662	878	20 495	1 349	41 627	5 570	0	0	-55 360
3 Aix-Noulette	442 763	19 217	461 980	55 813	132 918	6 514	73 109	63 263	0	0	368 516
4 Angres	269 062	0	269 062	46 829	155 091	12 224	6 345	0	0	0	142 231
5 Annay	373 607	2 473	376 081	53 215	157 109	9 828	35 577	15 840	0	0	242 621
6 Avion	1 484 633	75 390	1 560 023	187 069	521 787	44 201	2 779	0	0	0	1 178 324
7 Bénifontaine	17 661	0	17 661	1 946	18 255	755	43 608	0	0	0	-43 012
8 Billy-Montigny	875 757	11 058	886 815	144 972	269 126	21 347	22 681	5 858	0	0	724 492
9 Bouvigny-Boyeffles	383 205	933	384 138	14 970	83 042	4 429	45 693	0	0	0	265 942
10 Bully-les-Mines	933 095	11 186	944 281	180 198	441 212	36 588	308 246	294 592	0	0	633 024
11 Carency	2 833	0	2 833	2 281	28 113	1 347	2 044	0	0	0	-26 391
12 Eleu-dit-Leauwette	293 580	22 825	316 405	37 572	104 256	7 184	51 593	32 146	0	0	223 090
13 Estevelles	56 003	0	56 003	8 522	51 935	2 591	5 455	0	0	0	4 543
14 Fouquières-les-Lens	898 805	3 839	902 644	60 992	206 216	15 759	16 970	0	0	0	724 691
15 Givenchy-en-Gohelle	26 287	0	26 287	12 004	74 010	3 427	24 697	18 645	0	0	-45 197
16 Gouy-Servins	938	0	938	203	13 060	531	0	0	0	0	-12 450
17 Grenay	892 061	4 966	897 027	66 753	162 162	17 442	87 843	67 631	0	0	763 962
18 Harnes	5 948 265	275 848	6 224 113	232 808	529 043	38 377	11 825	11 825	0	0	5 889 501
19 Hulkuch	270 576	2 100	272 676	32 535	87 727	7 919	3 624	0	0	0	205 942
20 Lens	9 833 388	171 764	10 005 153	1 173 040	1 586 350	93 567	657 984	568 204	0	0	9 408 495
21 Liévin	5 592 745	73 971	5 666 716	757 188	1 136 891	84 136	1 782 421	1 782 421	0	0	5 202 877
22 Loison-sous-Lens	1 122 542	534	1 123 076	97 729	213 974	12 274	13 192	1 539	0	0	982 903
23 Loos-en-Gohelle	661 765	32 046	693 812	88 620	232 438	15 589	204 503	94 671	0	0	424 573
24 Mazingarbe	1 931 686	14 570	1 946 256	71 526	268 459	19 068	142 775	113 193	0	0	1 700 673
25 Méricourt	716 427	18 938	735 365	80 474	351 696	31 641	70 854	10 730	0	0	372 378
26 Meurchin	53 061	39	53 100	18 717	110 869	8 258	20 403	4 100	0	0	-63 614
27 Noyelles-sous-Lens	1 834 389	32 386	1 866 774	77 544	253 331	20 424	38 457	2 580	0	0	1 634 687
28 Pont-à-Vendin	154 442	0	154 442	27 624	99 762	6 877	7 885	0	0	0	67 542
29 Sains-en-Gohelle	389 025	22 825	411 850	66 526	191 693	16 000	52 305	47 815	0	0	266 194
30 Sellaumines	1 430 589	1 008	1 431 596	150 775	301 084	31 208	57 598	8 046	0	0	1 200 527
31 Servins	17 183	0	17 183	4 694	29 895	1 559	0	0	0	0	-9 576
32 Souchez	103 223	640	103 863	29 508	83 087	4 544	9 548	0	0	0	36 193
33 Vendin-le-Weil	1 506 765	35 280	1 542 044	103 418	355 878	15 171	812 790	812 790	0	0	1 274 414
34 Villers-au-Bois	306	0	306	26	15 633	1 049	0	0	0	0	-16 349
35 Vincy	467 980	114	468 094	53 456	197 924	9 522	27 489	0	0	0	286 616
36 Wingles	1 558 775	19 659	1 578 434	46 961	299 844	18 916	62 016	62 016	0	0	1 306 635
<b>Total communes</b>	<b>40 578 700</b>	<b>853 609</b>	<b>41 432 310</b>	<b>3 998 611</b>	<b>8 845 741</b>	<b>625 530</b>	<b>4 747 881</b>	<b>4 023 474</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>35 235 243</b>

AC + 35 531 583  
 AC - -296 340  
 AC Σ 35 235 243



## **6 DEMANDE DE SUBVENTION « AIDE A L'INSTALLATION INITIALE DES EQUIPEMENTS DE PROJECTION NUMERIQUE – CONVENTION AVEC LE CONSEIL REGIONAL »**

RAPPORTEUR : Sabah YOUSFI

L'Assemblée est informée que la commune a déposé un dossier en vue de l'obtention d'une subvention pour l'installation initiale des équipements de projection numérique au Centre Culturel Jacques Prévert.

Le coût total de l'opération est estimé à 102788 € HT. Le montant de la subvention du Conseil Régional s'élève à 25739 € HT, sur une dépense subventionnable estimée à 85796 € HT. Les conditions d'attribution sont reprises dans la convention ci-jointe.

Le Centre National de la Cinématographie a accordé une subvention de 50 356 € pour cette opération.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la présente convention avec le Conseil Régional permettant le versement de ladite subvention.

## **7 CONVENTION CADRE AVEC STEI ARTOIS – ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ET OUTILS HORTICOLES**

RAPPORTEUR : Jean-François KALETA

Les établissements et services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ont pour mission de prendre en charge les jeunes sous main de justice. Ils organisent des activités pour favoriser leur intégration sociale, leur insertion scolaire et professionnelle. Le Service Territorial Educatif d'Insertion (STEI) Artois est composé de 3 Unités Educatives d'Accueil de Jour (UEAJ) installées à Arras, Bruay la Buisnière et Harnes – ZAL Bellevue.

Chaque UEAJ met en place le module des acquisitions au profit de mineurs, âgés de 13 à 18 ans, qui ne peuvent pas intégrer, dans l'immédiat, un dispositif de droit commun. Son objectif est de développer les acquisitions cognitives, de compétences sociales et les compétences professionnelles des mineurs pris en charge.

Ces acquisitions sont développées lors d'ateliers scolaires, professionnels, en entreprise, chantiers écoles ...

Afin de développer le partenariat entre la municipalité de Harnes et le STEI Artois, il est proposé au Conseil municipal :

- De passer une convention cadre avec le STEI Artois de Bruay La Buisnière pour l'entretien des équipements et outils horticoles de type débroussailleur et tondeuse des Services Techniques de la commune.  
Le règlement financier des pièces sera à la charge de la commune.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la convention cadre.

La convention est à disposition au Secrétariat Général.



## **8 CESSION DE TERRAIN A M. STYPCZYNSKI MARIAN – PARCELLE**

**RAPPORTEUR : Dominique MOREL**

La municipalité est propriétaire de différents terrains situés le long de la rue Marcel Duquesnoy.

Certains riverains sont intéressés par l'acquisition de ces parcelles qui leur permettraient d'agrandir leur propriété.

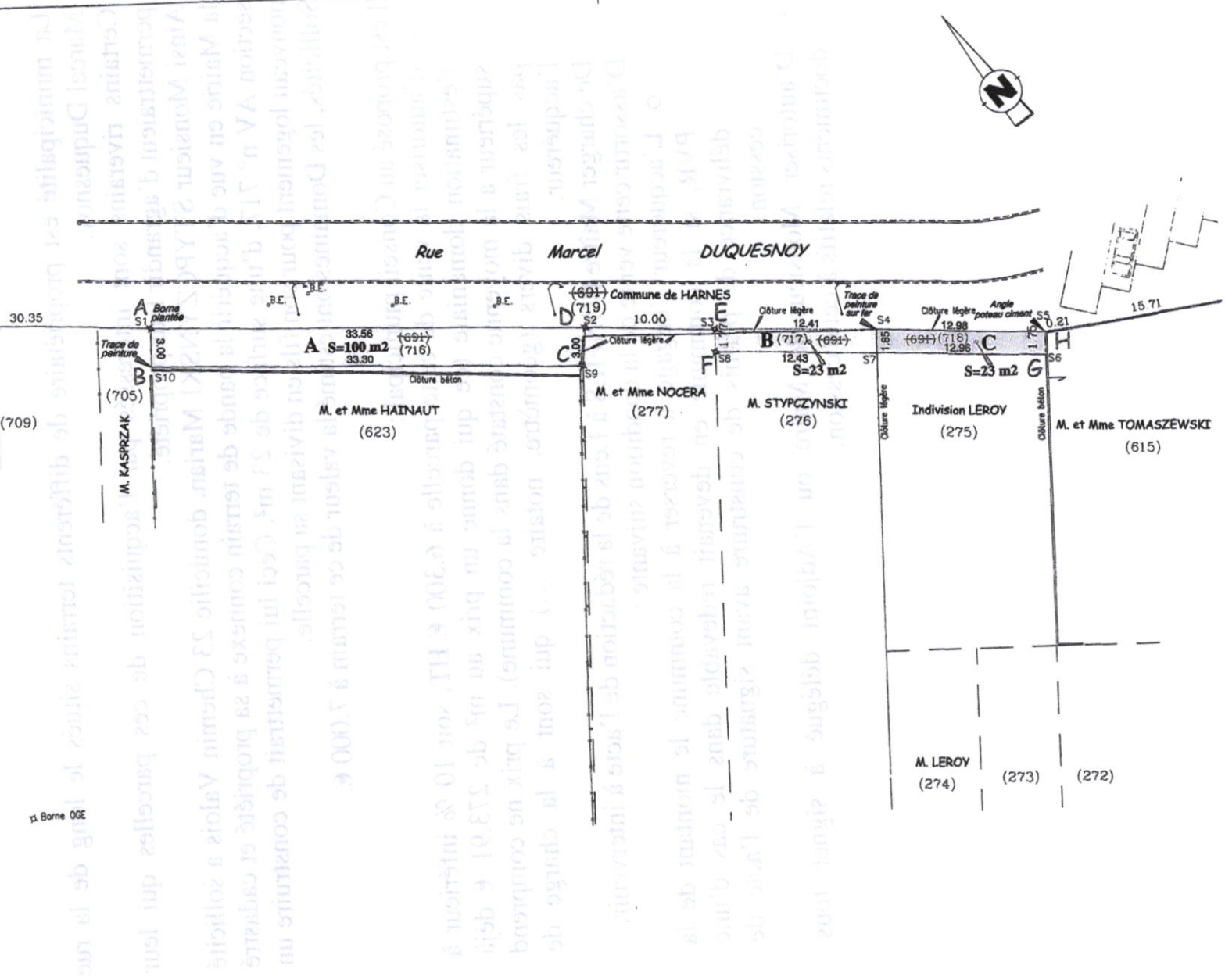
Ainsi Monsieur STYPCZYNSKI Marian, domicilié 23 Chemin Valois a sollicité la Mairie en vue d'acquérir la bande de terrain connexe à sa propriété et cadastré section AV n° 717, d'une surface de 23 m<sup>2</sup>. Ceci lui permettrait de construire un nouveau logement pour son fils en divisant sa parcelle.

Sollicités, les Domaines ont estimé la valeur de ce terrain à 7.000 €.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente de cette parcelle à 6.300 € HT, soit 10 % inférieur à l'estimation domaniale (ce qui donne un prix au m<sup>2</sup> de 273,91 € déjà supérieur à la moyenne constaté dans la commune). Le prix ne comprend pas les frais divers (géomètre, notaire ...) qui sont à la charge de l'acquéreur,
- De charger Maître BONFILS à Lens de la rédaction de l'acte à intervenir,
- D'assortir cette vente de la condition suivante :
  - o L'acquéreur s'engage à reverser à la commune le montant de la PVR, si la commune en devenait redevable dans le cas d'une délivrance de permis de construire avant signature de l'acte de cession.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette cession.

**8. CESSION DE TERRAIN A M. STYPCZYNSKI MARIAN - PARCELLE**





→ SCL

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES FINANCES PUBLIQUES  
POLE GESTION PUBLIQUE - IMMEUBLE FOCH  
SERVICE LOCAL DU DOMAINE  
5 RUE DU DOCTEUR BRASSART - S.P. 15  
62034 ARRAS CEDEX  
TELEPHONE : 03.21.21.27.40  
TELECOPIE : 03.21.21.27.41  
TGDOMAINE062@DGFIP.FINANCES.GOUV.FR

Arras, le 28 Juillet 2014

Monsieur le Maire

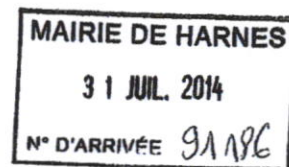
Votre correspondant : Abel Gay  
TELEPHONE : 03.21.21.27.44  
PORTABLE : 06 26 96 11 01  
COURRIEL : abel.gay@dgfip.finances.gouv.fr

Hôtel de Ville  
62 440 HARNES

**Dossier n°** : 2013-413V0194

**Objet** : HARNES, rue Marcel Duquesnoy  
immeuble non bâti cadastré section AV 691p  
Actualisation souhaitée. Dossiers connexes 2011/413/V0826 et 2526, et  
2013/413/V0194

**Réf** : votre lettre reçue le 07/07/2014  
Dossier suivi par Mme BARRE



Monsieur le Maire,

Par lettre citée en référence, vous me demandez l'actualisation des indemnités susceptibles d'être réclamées aux propriétaires des parcelles AV 275, 276 et 623 suite à la viabilisation de la rue Marcel Duquesnoy.

Après un nouvel examen, compte tenu des caractéristiques de ces parcelles constituant des barrières de viabilité et en considération de la PVR, le montant des indemnités précédemment déterminées peut être maintenu :

AV 275 7 800 €, AV 276 7 000 € et AV 623 12 500 €

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

L'article L2241-1 du code Général des Collectivités Territoriales prévoit que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et des caractéristiques essentielles


le conseil municipal délibère au vu de l'avis domanial qui ne peut porter que sur la valeur vénale du bien. Le conseil peut donc décider d'un autre prix de cession sous le contrôle de la légalité.

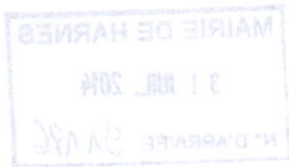


Cet avis à une durée de validité fixée à un an.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques,  
Et par délégation

  
Abel GAY  
Inspecteur des Finances Publiques



Hôtel de Ville  
82 440 HARNES

Monsieur le Maire,

Par lettre en référence, vous me demandez l'actualisation des indemnités susceptibles d'être réclamées aux propriétaires des parcelles AV 278 et 823 suite à la validation de la rue Marol-Duquesnoy.

Après un nouvel examen, compte tenu des caractéristiques de ces parcelles constituant des parcelles de viabilité et en considération de la PVR, le montant des indemnités précédemment déterminées peut être maintenu.

AV 278 : 800 € AV 278 : 800 € AV 278 : 800 € AV 278 : 800 €

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'évaluation n'est pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme notamment celles de constructibilité ou les conditions de projet évaluent à charge.

L'article L124-1 du code Général des Collectivités Territoriales prévoit que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à négociation motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et des caractéristiques essentielles.

Le conseil municipal délibère au vu de l'avis demandé qui ne peut porter que sur la valeur vénale du bien. Le conseil peut donc décider d'un autre prix de cession sous le contrôle de la légalité.

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS

## **9 CONDITION DE REMBOURSEMENT DE LA VAISSELLE MANQUANTE OU CASSEE ET MATERIEL DETERIERE DANS LES SALLES MUNICIPALES**

RAPPORTEUR : Dominique MOREL

La municipalité loue, pour différentes manifestations, les salles suivantes :

- Salle des Fêtes
- Salle du LCR
- Salle Léon KRASKA – Complexe sportif André BIGOTTE

Un inventaire de la vaisselle mise à disposition est fait avant et après la manifestation. Le constat est que fréquemment de la vaisselle est cassée ou manquante.

La commune est amenée à remplacer la vaisselle et le matériel détériorés ou manquants, ce qui engendre un coût.

Il est proposé au Conseil municipal de facturer au prix de rachat, la vaisselle et le matériel détériorés ou manquants, au locataire responsable.

## **10 JOURNEE DE LA FEMME – AVENANT A LA CONVENTION DE MISE EN PLACE DES CHEQUES DE SERVICE AVEC LA SOCIETE CHEQUE DEJEUNER**

RAPPORTEUR : Philippe DUQUESNOY

Il est rappelé à l'Assemblée que par délibération du 15 janvier 2014, Monsieur le Maire a été autorisé à signer la convention avec la Société Chèque Déjeuner de Gennevilliers pour la fourniture de « chèque de service » au personnel féminin de la collectivité à l'occasion de la journée de femme.

Cette convention prévoit en son article 6 des prestations de services comprenant les frais d'émission et de transport.

La Société Chèque Déjeuner nous a transmis la grille tarifaire 2015 des prestations.

Il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter la nouvelle tarification 2015 des prestations, présentée par la Société Chèque Déjeuner, à savoir :

Frais d'émission :

- o Sur le montant total de la valeur nominale de chaque commande : 0.334 % (0.326 % en 2014)
- o Minimum de facturation forfaitaire : aucun

Frais de transport :

- o Par site de livraison, dès le 1<sup>er</sup> site, pour chaque commande : 14 € (12 € en 2014)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer l'avenant à la convention de mise en place des chèques de service avec la Société Chèque Déjeuner de Gennevilliers.

## 11 L 2122-22

RAPPORTEUR : Philippe DUQUESNOY

### 11.1 11 décembre 2014 : Désignation d'un avocat – Coralie REMBERT – Requête de M. Jean-Marie FONTAINE c/ Commune de HARNES – n° 1408512-2

Nous Philippe DUQUESNOY, Maire de Harnes,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 04 avril 2014 accordant à Monsieur le Maire les délégations de pouvoir définies dans l'article L2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la communication de la requête, enregistrée le 28 novembre 2014 n° 1408512-2 au Tribunal Administratif de Lille et réceptionnée le 11 décembre 2014 en Mairie, présentée par Monsieur Jean-Marie FONTAINE à l'encontre de la commune,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un avocat pour assister et défendre les intérêts de la Commune dans cette affaire,

#### DECIDONS :

Article 1 : De désigner Maître Coralie REMBERT, Avocat, 31 bis rue Anatole France – 19 Grand'Place à HARNES pour assister et défendre les intérêts de la commune dans le dossier qui l'oppose à Monsieur Jean-Marie FONTAINE – dossier n° 1408512-2.

Article 2 : Les crédits sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera annexé au Recueil des Actes Administratifs.

### 11.2 30 décembre 2014 : Remboursement de sinistres

Nous, Philippe DUQUESNOY, Maire de Harnes,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 avril 2014 accordant les délégations de pouvoir définies dans l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les propositions de remboursement de sinistres parvenues en Mairie,

#### DECIDONS :

Article 1 : Est accepté le remboursement du sinistre ci-après :

N° du dossier Date du sinistre	Objet du sinistre	Indemnité proposée
Sinistre 2014/04 du 02.06.2014 Réf. GAN 14062075	Accident de la circulation – AV - 022 - VJ	220,80

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au Recueil des Actes Administratifs.

### 11.3 30 décembre 2014 : Contrat n° 20141342 – PVe : Procès Verbaux électroniques – Société LOGITUD

Nous, Philippe DUQUESNOY, Maire de Harnes,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 04 avril 2014 accordant à Monsieur le Maire les délégations de pouvoir définies dans l'article L2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que par délibération du 8 octobre 2014, le Conseil municipal a décidé de la mise en œuvre du processus de la verbalisation électronique sur le territoire de la commune de Harnes,

Considérant que la commune de Harnes a du équiper ses services du matériel et logiciel nécessaires au PV Electronique,

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la maintenance de cet équipement,

Vu la proposition reçue de LOGITUD Solutions de Mulhouse,

#### **DECIDONS :**

**Article 1 :** Un contrat est passé avec la Société LOGITUD Solutions, SAS – ZAC du Parc des Collines – 53 rue Victor Shoelcher – 68200 MULHOUSE, pour la maintenance du matériel et logiciel acquis dans le cadre du PV Electronique.

**Article 2 :** Le présent contrat prend effet le 12 décembre 2014 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 11 décembre 2015. A la fin de chaque période annuelle, et pour une durée ne pouvant excéder trois ans (soit jusqu'au 11 décembre 2017), le contrat sera reconduit par accord tacite entre les deux parties.

**Article 3 :** Le prix de la maintenance est fixé comme suit :

- Année 1 : 348,00 € HT
- Année 2 : 594,00 € HT
- Année 3 : 594,00 € HT

Le coût forfaitaire de maintenance, ferme et non révisable, est facturé d'avance chaque année.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-33 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au Recueil des Actes Administratifs.

#### **11.4 29 décembre 2014 : Fourniture de sel de déneigement (N° 636.5.14)**

Nous, Philippe DUQUESNOY, Maire de Harnes,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 04 avril 2014 accordant à Monsieur le Maire les délégations de pouvoir définies dans l'article L2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 et les dispositions annexées au présent décret qui constituent le Code des Marchés Publics,

Vu le décret 2008-1334 du 17 décembre 2008 modifiant diverses dispositions régissant les marchés soumis au Code des Marchés Publics,

Vu le décret 2008-1355 du 19 décembre 2008 de mise en œuvre du plan de relance économique dans les marchés publics,

Vu le décret n° 2013-1259 du 27 décembre 2013 fixant les seuils applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2015, aux marchés passés en application du Code des Marchés Publics,

Considérant la procédure adaptée selon l'article 28 du Code des Marchés Publics,

Vu la nécessité de désigner une société pour Fourniture de sel de déneigement

Vu l'avis d'appel public à concurrence envoyé le 10 octobre 2014 au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) pour une publication mise en ligne le 10 octobre 2014 avec pour date limite de remise des offres fixée au 13 novembre 2014,

Vu les propositions reçues dans les délais et classées comme suit :

- 1) OGAMALP de Sallanches (74700)
- 2) ISOSIGN de Saint Eusebe (71210)
- 3) MEDISEL SARL MEDIDIS de Bordeaux (33200)
- 4) SANAC de Wervik (Belgique)
- 5) UNIVER'SEL de Maxeville (54320)
- 6) ROL NORMANDIE de Granville (50400)

#### **DECIDONS :**

**Article 1 :** Est autorisée la passation, par le Pouvoir Adjudicateur, d'un marché avec la société OGAMALP – 333, rue Pellissier – Le Corinthe B – 74700 Sallanches pour la fourniture de sel de déneigement conforme au cahier des charges et présentant la meilleure offre de prix.

**Article 2 :** Le montant de la dépense est fixé à 4.000,00 € HT par période pour montant mini annuel, et 16.000,00 € HT par période pour montant maxi annuel.

Le marché est passé pour une durée de 1 an allant de la date de notification jusqu'au 31



décembre 2015, reconductible 3 fois pour une durée d'une année chacune, et pour un total de 4 ans.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L2122-33 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au Recueil des Actes Administratifs.

### **11.5 23 décembre 2014 : Organisation des séjours de vacances d'hiver et d'été pour 2015 pour les jeunes de la ville de Harnes (N° 635.5.14)**

Nous, Philippe DUQUESNOY, Maire de Harnes,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 04 avril 2014 accordant à Monsieur le Maire les délégations de pouvoir définies dans l'article L2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 et les dispositions annexées au présent décret qui constituent le Code des Marchés Publics,

Vu le décret 2008-1334 du 17 décembre 2008 modifiant diverses dispositions régissant les marchés soumis au Code des Marchés Publics,

Vu le décret 2008-1355 du 19 décembre 2008 de mise en œuvre du plan de relance économique dans les marchés publics,

Vu le décret n° 2013-1259 du 27 décembre 2013 fixant les seuils applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2015, aux marchés passés en application du Code des Marchés Publics,

Considérant la procédure adaptée selon l'article 28 du Code des Marchés Publics,

Vu la nécessité de désigner une société pour l'Organisation des séjours de vacances d'hiver et d'été pour 2015 pour les jeunes de la ville de Harnes

Vu la nécessité d'allotir de la façon suivante : lot 1 : séjour neige 2015 – lot 2 : Centre de vacances,

Vu l'avis d'appel public à concurrence envoyé le 10 octobre 2014 au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) pour une publication mise en ligne le 10 octobre 2014 avec pour date limite de remise des offres fixée au 06 novembre 2014,

Vu les propositions reçues dans les délais et classées comme suit :

Lot 1 - 1) ADAV - 2) REV'ALIZES - 3) REGARD - 4) SCOL VOYAGE - 5) OCEANE VOYAGE

6) VELS VOYAGE - 7) AVP VOYAGE - 8) NEIGE ET SOLEIL - non classé OXYJEUNES VOYAGES

Lot 2 - 1° REV'ALIZES - 2) VELS

#### **DECIDONS :**

Article 1 : Est autorisée la passation, par le Pouvoir Adjudicateur, d'un marché pour Organisation des séjours de vacances d'hiver et d'été pour 2015 pour les jeunes de la ville de Harnes, avec pour les lots :

1) ADAV -10bis, rue du Collège – 59380 BERGUES.

2) REV'ALIZES – 73, rue de Turenne – 59000 LILLE.

Ces offres sont conformes au cahier des charges et présentent la meilleure offre de prix.

Article 2 : Le montant de la dépense est fixé à :

Lot 1 : 24.000,00 € HT pour montant mini, et 36.000,00 € HT pour montant maxi.

Lot 2 : 20.000,00 € HT pour montant mini, et 32.000,00 € HT pour montant maxi.

Le marché est passé pour une durée de 1 an.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L2122-33 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au Recueil des Actes Administratifs.

### **11.6 1er décembre 2014 - Fourniture et livraison de produits laitiers dans les écoles maternelles et élémentaires (N° 632.6.14)**

Nous, Philippe DUQUESNOY, Maire de Harnes,

*Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 04 avril 2014 accordant à Monsieur le Maire les délégations de pouvoir définies dans l'article L2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 et les dispositions annexées au présent décret qui constituent le Code des Marchés Publics,*

*Vu le décret 2008-1334 du 17 décembre 2008 modifiant diverses dispositions régissant les marchés soumis au Code des Marchés Publics,*

*Vu le décret 2008-1355 du 19 décembre 2008 de mise en œuvre du plan de relance économique dans les marchés publics,*

*Vu le décret n° 2013-1259 du 27 décembre 2013 fixant les seuils applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2015, aux marchés passés en application du Code des Marchés Publics,*

*Vu la nécessité d'allotir de la façon suivante :lot 1 : Achat de briquettes de lait demi-écrémé – lot 2 : achat de yaourts sucrés demi-écrémés,*

*Considérant la procédure adaptée selon l'article 28 du Code des Marchés Publics,*

*Vu la nécessité de désigner une société pour la fourniture et livraison de produits laitiers dans les écoles maternelles et élémentaires*

*Vu l'avis d'appel public à concurrence envoyé le 10 octobre 2014 au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) pour une parution le 10 octobre 2014 avec pour date limite de remise des offres fixée au 30 octobre 2014,*

*Vu les propositions reçues dans les délais et classées comme suit :*

*Lot 1) 1 - Lait 59 – Dessailly Gille (non classé : offre irrégulière)*

*Lot 2) Dessailly Gille (non classé : offre irrégulière)*

#### **DECIDONS :**

*Article 1 : Est autorisée la passation, par le Pouvoir Adjudicateur, d'un marché avec pour le lot 1, la société LAIT 59 -39, rue des Anciens Combattants d'AFN – 59920 Quiévrechain pour la fourniture et livraison de produits laitiers dans les écoles maternelles et élémentaires, et notamment l'achat de briquettes de lait demi-écrémé conforme au cahier des charges et présentant la meilleure offre de prix. Le lot 2 est infructueux.*

*Article 2 : Le montant de la dépense est fixé à 10.000,00 € HT pour montant mini annuel, et 17.000,00 € HT pour montant maxi annuel.*

*Le marché est passé pour une durée de 1 an reconductible 2 fois pour une durée d'un an chacune.*

*Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L2122-33 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au Recueil des Actes Administratifs.*

### **11.7 17 décembre 2014 : Sonorisation, aménagement scénique, captation vidéo et régie directe de la cérémonie des voeux du Maire de Harnes (N° 639.5.14)**

*Nous, Philippe DUQUESNOY, Maire de Harnes,*

*Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 04 avril 2014 accordant à Monsieur le Maire les délégations de pouvoir définies dans l'article L2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 et les dispositions annexées au présent décret qui constituent le Code des Marchés Publics,*

*Vu le décret 2008-1334 du 17 décembre 2008 modifiant diverses dispositions régissant les marchés soumis au Code des Marchés Publics,*

*Vu le décret 2008-1355 du 19 décembre 2008 de mise en œuvre du plan de relance économique dans les marchés publics,*

*Vu le décret n° 2013-1259 du 27 décembre 2013 fixant les seuils applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2015, aux marchés passés en application du Code des Marchés Publics,*

*Considérant la procédure adaptée selon l'article 28 du Code des Marchés Publics,*

*Vu la nécessité de désigner une société pour la sonorisation, l'aménagement scénique, la captation vidéo et la régie directe de la cérémonie des voeux du Maire de Harnes*

*Vu l'avis d'appel public à concurrence envoyé le 21 octobre 2014 au Journal La Voix du Nord pour une publication le 24 octobre 2014 avec pour date limite de remise des offres fixée au 20 novembre 2014*

*Vu les propositions reçues dans les délais et classées comme suit :*

*1) Régie Fête Pyrotechnie*

*Non classé : Everest Production*

#### **DECIDONS :**

*Article 1 : Est autorisée la passation, par le Pouvoir Adjudicateur, d'un marché avec la société REGIE FETE PYROTECHNIE – 16, Chemin de la Grosse Borne – 62440 Harnes pour la Sonorisation, l'aménagement scénique, la captation vidéo et la régie directe de la cérémonie des voeux du Maire de Harnes conforme au cahier des charges et présentant la meilleure offre de prix.*

*Article 2 : Le montant de la dépense est fixé à 5.000,00 € HT, soit 6.000,00 € TTC.*

*Le marché est passé pour une durée de 1 mois.*

*Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L2122-33 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au Recueil des Actes Administratifs.*

#### **11.8 6 janvier 2015 : 17 décembre 2014 : Adhésion Droit de Cité**

*Nous, Philippe DUQUESNOY, Maire de Harnes,*

*Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 4 avril 2014 accordant à Monsieur le Maire les délégations de pouvoir définies dans l'article L2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération du Conseil municipal du 16 septembre 2013 renouvelant l'adhésion de la commune à l'association Droit de Cité,*

*Vu la proposition de l'Association Droit de Cité de renouveler le contrat d'engagement adhésion pour l'année 2015,*

*Sur proposition du Directeur Général des Services,*

#### **DECIDONS :**

*Article 1 : Un contrat d'engagement adhésion 2015 est passé avec l'Association Droit de Cité – rue Louis Blériot – pôle associatif – bâtiment G – 62420 BILLY MONTIGNY et la commune de Harnes.*

*Article 2 : Le coût de cette adhésion est fixé à 9.352,79 € (neuf mille trois cent cinquante deux euros et soixante-dix-neuf centimes) pour l'année 2015, soit une participation de 0,762 € par habitant.*

*Article 3 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget en cours.*

*Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui, conformément aux dispositions de l'article L2122-33 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au Recueil des Actes Administratifs.*

#### **11.9 13 janvier 2015 : Contrat FLEXEA Bureau – Ascenseur mairie – Société KONE**

*Nous, Philippe DUQUESNOY, Maire de Harnes,*

*Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 04 avril 2014 accordant à Monsieur le Maire les délégations de pouvoir définies dans l'article L2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Considérant que le contrat d'entretien de l'ascenseur de la Mairie a été passé avec la Société KONE de Wasquehal par décision municipale du 14 mars 2006 est arrivé à expiration*

*Considérant qu'il y a lieu d'assurer la maintenance de cet équipement,*

*Vu la proposition reçue de la Société KONE - Z.I de la Pilaterie – 59650 VILLENEUVE D'ASCQ,*

**DECIDONS :**

**Article 1 :** *Un contrat de maintenance est passé avec la Société KONE – Agence Nord-Pas de Calais – Z.I de la Pilaterie – 59650 VILLENEUVE D’ASCQ, pour l’ascenseur de la Mairie.*

**Article 2 :** *Le présent contrat prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une durée initiale de 3 ans. Il peut être reconduit, par périodes successives de 1 an, sans excéder une durée maximale de 4 ans.*

**Article 3 :** *Le prix de la maintenance est fixé comme suit :*

- *Prix annuel HT : 2.420,00 €*
- *Prix annuel TTC : 2.904,00 €*
- *Périodicité de facturation : trimestrielle échue*
- *Révision : Selon l’indice FSD2 et ICHT-IME de l’INSEE – Indice de référence : juillet 2014. La première révision interviendra le 1<sup>er</sup> janvier 2016.*

**Article 4 :** *Conformément aux dispositions de l’article L2122-33 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente décision fera l’objet d’un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au Recueil des Actes Administratifs.*